

numéro

14

*Revue d'***HISTOIRE**  
**MARITIME**

Histoire maritime  
Outre-mer  
Relations internationales

*Marine, État  
et Politique*

Rodger – 979-10-231-1840-7

# REVUE D'HISTOIRE MARITIME

Dirigée par Olivier Chaline & Sylviane Llinares

29. *Le ballast : pratiques et conséquences*
28. *Sortir de la guerre sur mer*
27. *Mer et techniques*
26. *Financer l'entreprise maritime*
25. *Le Navire à la mer*
24. *Gestion et exploitation des ressources marines de l'époque moderne à nos jours*
- 22-23. *L'Économie de la guerre navale, de l'Antiquité au XX<sup>e</sup> siècle*
21. *Les Nouveaux Enjeux de l'archéologie sous-marine*
20. *La Marine nationale et la première guerre mondiale : une histoire à redécouvrir*
19. *Les Amirautés en France et outre-mer du Moyen Âge au début du XIX<sup>e</sup> siècle*
18. *Travail et travailleurs maritimes (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle). Du métier aux représentations*
17. *Course, piraterie et économies littorales (XV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle)*
16. *La Puissance navale*
15. *Pêches et pêcheries en Europe occidentale du Moyen Âge à nos jours*
14. *Marine, État et Politique*
13. *La Méditerranée dans les circulations atlantiques au XVIII<sup>e</sup> siècle*
12. *Stratégies navales : l'exemple de l'océan Indien et le rôle des amiraux*
- 10-11. *La Recherche internationale en histoire maritime : essai d'évaluation*
9. *Risque, sécurité et sécurisation maritimes depuis le Moyen Âge*
8. *Histoire du cabotage européen aux XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*
7. *Les Constructions navales dans l'histoire*
6. *Les Français dans le Pacifique*
5. *La Marine marchande française de 1850 à 2000*
4. *Rivalités maritimes européennes (XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*
- 2-3. *L'Histoire maritime à l'Époque moderne*
1. *La Percée de l'Europe sur les océans vers 1690-vers 1790*

**Revue  
d'histoire  
maritime**

**14**

**Marine, État et Politique**

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général  
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

Édition papier © Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2011  
Édition numérique © Sorbonne Université Presses, 2021

ISBN papier : 978-2-84050-802-1  
PDF complet – 979-10-231-1820-9

TIRÉS À PART EN PDF :

Éditorial – 979-10-231-1821-6  
Bruneau, Motte & de Préneuf – 979-10-231-1822-3  
Chanet – 979-10-231-1823-0  
Lockroy – 979-10-231-1824-7  
de Préneuf – 979-10-231-1825-4  
Motte – 979-10-231-1826-1  
Dard – 979-10-231-1827-8  
Bruneau – 979-10-231-1828-5  
Girardin-Thibeaud – 979-10-231-1829-2  
Coutau-Bégarie – 979-10-231-1830-8  
Costagliola – 979-10-231-1831-5  
Vial – 979-10-231-1832-2  
Vaisset – 979-10-231-1833-9  
Boureille – 979-10-231-1834-6  
Boniface – 979-10-231-1835-3  
Rodger – 979-10-231-1836-0  
Poussou – 979-10-231-1837-7  
Guilmartin – 979-10-231-1838-4  
Rommelse – 979-10-231-1839-1  
**Rodger – 979-10-231-1840-7**  
Vergé-Franceschi – 979-10-231-1841-4  
Le Mao – 979-10-231-1842-1  
Chronique – 979-10-231-1843-8

Mise en page : Compo-Méca s.a.r.l (64990 Mouguerre)  
version numérique : 3dzs/Emmanuel Marc Dubois

**SUP**

Maison de la Recherche  
Sorbonne Université  
28, rue Serpente  
75006 Paris  
tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

# SOMMAIRE

Éditorial.....	5
----------------	---

## Première partie

### Les marins français et la politique au XX<sup>e</sup> siècle

<b>Marine et politique à l'époque contemporaine</b> Jean-Baptiste Bruneau, Martin Motte & Jean de Préneuf.....	11
<b>Marine et politique de 1870 à 1914 : la démocratie entre au port</b> Jean-François Chanet.....	15
<b>Document :les marins vus par un de leurs ministres (1897)</b> Édouard Lockroy.....	23
<b>La politique de républicanisation de la Marine à la belle époque</b> Jean Martinant de Préneuf.....	29
<b>La Royale sans le Roi : le déclin naval français vu par Charles Maurras</b> Martin Motte.....	61
<b>La Marine et les droites nationalistes, de l'entre-deux-guerres à Vichy</b> Olivier Dard.....	89
<b>La Royale et le Roi :les officiers de marine et l'Action française, entre appartenance et imprégnation</b> Jean-Baptiste Bruneau.....	93
<b>Un marin en politique : l'amiral Platon, 1940-1944</b> Odile Girardin-Thibeaud.....	117
<b>Le regard vide ou la vision politique de l'amiral Darlan</b> Hervé Coutau-Bégarie.....	137
<b>Darlan ou le mirage de la collaboration</b> Bernard Costagliola.....	145
<b>Faux-semblants et ruptures de l'après 1945</b> Philippe Vial.....	159
<b>La cité idéale de l'amiral Thierry d'Argenlieu à l'épreuve des tumultes du siècle</b> Thomas Vaisset.....	165

<b>La marine et le putsch d'Algérie</b>	
Patrick Boureille.....	183
<b>Le lieutenant de vaisseau Guillaume, de la Marine au putsch et à l'OAS</b>	
Xavier Boniface .....	199
<b>Conclusion :une spécificité française vue de Grande-Bretagne</b>	
Nicholas A. M. Rodger.....	213

## **Seconde partie**

### **La révolution militaire navale au xvii<sup>e</sup> siècle**

<b>Présentation de la table ronde sur la révolution navale</b>	
Jean-Pierre Poussou.....	219
<b>La révolution militaire dans la guerre sur mer au début de l'époque moderne : origines technologiques, résultats opérationnels et conséquences stratégiques</b>	
John F. Guilmartin.....	223
<b>Y a-t-il eu une révolution navale au début de l'époque moderne ? les relations entre la raison économique d'État et la guerre maritime</b>	
Gijs Rommelse.....	239
<b>De la « révolution militaire » à l'État « navalo-fiscal »</b>	
Nicholas Rodger.....	259
<b>La révolution maritime a-t-elle existé en France au xvii<sup>e</sup> siècle ?</b>	
Michel Vergé-Franceschi.....	273

## **Varia**

<b>Financer la Marine en temps de conflit : l'exemple de la guerre de la ligue d'Augsbourg (1688-1697)</b>	
Caroline Le Mao.....	285

## **Chronique**

<b>De la terre à la mer. La construction navale militaire française et ses réseaux économiques au xviii<sup>e</sup> siècle</b>	
David Plouviez .....	323
<b>Comptes rendus.....</b>	<b>339</b>

SECONDE PARTIE

La révolution militaire navale  
au XVII<sup>e</sup> siècle



## DE LA « RÉVOLUTION MILITAIRE » À L'ÉTAT « NAVALO-FISCAL »<sup>1</sup>

*Nicholas Rodger*

Le concept de la « révolution militaire » a connu une carrière historique aussi longue que féconde<sup>2</sup>. On considère habituellement que, dans sa définition originale, il a été proposé à Belfast, en 1956, par le professeur Michael Roberts dans la conférence inaugurale de sa chaire à Queen's University, même si un de ses éléments clés avait déjà été anticipé par l'économiste autrichien, Joseph Schumpeter, en 1918<sup>3</sup>. La thèse de Roberts et de nombreux chercheurs qui abordèrent ensuite la question – notamment de Geoffrey Parker qui modifia de manière importante à la fois la chronologie et le canevas du concept original<sup>4</sup> – était que, par la nécessité où ils se trouvaient de lever, à l'époque de la Renaissance, des armées plus grandes et davantage disciplinées, avec leurs coûteux trains d'artillerie, et les fortifications bastionnées capables de leur résister, les souverains furent confrontés à un défi considérable, différent, aussi bien par son échelle qu'en qualité, de tous ceux auxquels avaient été confrontés leurs prédécesseurs de l'époque médiévale. Les États du début de l'époque moderne, qui réussirent à se transformer en monarchies autocratiques et centralisées, capables de lever ces armées et les revenus nécessaires pour les payer, réussirent à surmonter ce défi et devinrent les grandes puissances de l'Europe moderne : la Suède – qui était l'objet des recherches de Michael Roberts –, la France, la Prusse, la Russie, l'Autriche-Hongrie, et peut-être l'Espagne. Ceux qui ne

1 Traduction de Jean-Pierre Poussou.

2 Dans ce court article, je m'appuie sur plusieurs de mes travaux antérieurs, le plus souvent non encore publiés : « The Military Revolution at Sea », dans *To Bnma twv Koivwvikwv Epistnmwv*, X, 2003, n° 37, p. 59-76, republié dans N. A. M. Rodger, *Essays in Naval History, from Medieval to Modern*, Farnham, Ashgate Variorum, 2009 ; *id.*, « Introduction », dans Jürgens Backaus (dir.), *Navies and State Formation*, à paraître ; « War as an Economic Activity in the 'Long Eighteenth-Century' », *International Journal of Maritime History*, XXII, 2010, 2, p. 1-18.

3 Michael Roberts, *The Military Revolution 1560-1660*, Belfast, 1956 ; Joseph Schumpeter, « Die Krise des Steuerstaates », dans *Zeitfragen aus dem Gebiet der Soziologie*, IV, 1918, repris dans R. Goldscheid et Joseph Schumpeter, *Die Finanzkrise des Steuerstaat : Beiträge zur politischen Ökonomie der Staatsfinanze*, Frankfurt am Main, R. Hickel, 1976, texte traduit en anglais par Wolfgang F. Stolper et Richard A. Musgrave, *International Economic Papers*, IV, 1954, p. 5-38.

4 Geoffrey Parker, « The Military Revolution 1560-1660 : un mythe ? », *Journal of Modern History*, t. XLVIII, 1976, p. 195-214.

réussirent pas à se débarrasser de leurs institutions représentatives médiévales, devenues archaïques, ceux qui ne parvinrent pas à renforcer les pouvoirs de la Couronne – comme la République hollandaise, la Savoie, la Pologne-Lituanie, les États du Pape, Venise, les Deux-Siciles et le Portugal – furent condamnés à disparaître ou, au mieux, à ne plus avoir qu'une importance marginale. Une grande armée fut le ticket d'admission au club des grandes puissances, et seule une monarchie puissante pouvait espérer être capable d'en payer le prix<sup>5</sup>.

Depuis la présentation initiale du concept par Roberts, plusieurs générations d'historiens ont été amenées à le revisiter, non seulement pour l'Europe de la Renaissance, mais aussi pour un ensemble très large de pays, périodes et circonstances, toujours plus éloignés de la Suède du xvi<sup>e</sup> siècle. Pour la seule Angleterre, on a, notamment, mis au jour des « révolutions militaires » aussi tôt qu'au xi<sup>e</sup> siècle et aussi tard qu'à la fin du xix<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. On en a découvert non seulement à travers toute l'Europe, depuis la Saxe du x<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup> et pratiquement jusqu'à nos jours, mais dans des endroits aussi éloignés du point de départ que l'Afrique, le Japon, la Chine et le Maroc<sup>8</sup>. Par ailleurs, Geoffrey Parker avait employé le terme de « révolution militaire » pour expliquer la supériorité de l'Occident sur le reste du monde, bien que tout le monde ne soit pas convaincu que la manière européenne de faire la guerre ait été réellement si supérieure aux autres<sup>9</sup>. On doit peut-être se demander si le concept de « révolution militaire »

260

---

5 Je ne cherche en rien à présenter ici de manière même sommaire l'abondante littérature qui existe à ce sujet. On en trouve une présentation et une discussion globales dans Jeremy Black, *A Military Revolution ? Military Change and European Society 1550-1800*, London, Macmillan, 1991 ; Clifford J. Rogers (dir.), *The Military Revolution Debate : Readings on the military transformation of early modern Europe*, Oxford, Westview, Clifford J. Rogers éd., 1995 ; H.V. Bowen, *War and British Society 1688-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998 ; Stephen Conway, *War, state and society in mid-eighteenth century Britain and Ireland*, Oxford, Oxford University Press, 2006.

6 D.R. Cook, « The Norman military revolution in England », *Proceedings of the Battle Conference on Anglo-Norman Studies*, I, 1978, p. 94-102 et 214-216 ; T. Cornell, « The military revolution effectiveness, innovation and the Duke of Wellington », *Consortium on Revolutionary Europe 1750-1850*, 1996, p. 250-259.

7 B.S. Barach et D. Bachrach, « Saxon military revolution 912-973? Myth and reality », *Early Medieval Europe*, XV, 2007, p. 186-222.

8 Jeremy Black (dir.), *War in the Early Modern World 1450-1815*, London, UCL Press, 1999 ; Peter A. Lorge, *The Asian military revolution : from gunpowder to the bomb*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 ; Weston F. Cook, *The Hundred Years War for Morocco: Gunpowder and the military revolution in the early modern Muslim world*, Oxford, Westview, 1994.

9 Geoffrey Parker, *The Military Revolution: Military Innovation and the Rise of the West 1500-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 ; Jeremy Black, *War and the World: Military Power and the Fate of Continents 1450-2000*, London, Yale University Press, 1998, est plus sceptique » ; voir aussi, du même, « European overseas expansion and the military revolution », dans George Raudzens (dir.), *Technology, Disease and Colonial Conquests Sixteenth to Eighteenth Centuries: Essays reappraising the guns and germs theories*, Leiden, Brill, 2001, p. 1-30.

n'est pas devenu aujourd'hui si largement et si sommairement répandu qu'il commence à perdre sa saveur, et s'il n'y a pas des raisons de le mettre en doute. Depuis le début, il a incorporé des imperfections qu'on a systématiquement évité d'aborder plutôt que de les mettre en cause. En focalisant l'attention sur la montée des grandes puissances, on a implicitement admis que seuls la puissance et le succès sont intéressants pour l'histoire. En particulier, les spécialistes en science politique (*political scientists*), en cherchant à identifier les deux variables – trois dans les versions plus sophistiquées – qui expliquent la montée des grandes puissances, ont largement ignoré les expériences des États ou nations qui n'ont pas réussi, ou qui l'ont fait d'une manière différente<sup>10</sup>. En outre, le concept de « révolution militaire » explique le destin des nations par référence aux formes et fonctions du gouvernement. Il implique que l'État a façonné la société, plutôt que la société ait façonné l'État. Bien sûr, dans plusieurs pays ce fut effectivement le cas, mais il n'y a rien d'évident à ce que cela se soit passé ainsi partout. Plus encore, en dehors de quelques exceptions, les historiens ont seulement pris en compte les armées, et non pas les marines<sup>11</sup>. Les

10 Voir, par exemple, Richard Bean, « War and the Birth of the Nation State », *Journal of Economic History*, XXXIII, 1973, p. 203-221 ; Samuel E. Finer, « State and Nation-Building in Europe : The Role of the Military », dans Charles Tilly (dir.), *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975, p. 84-163 ; Ronald W. Batchelder et Herman Freudenberger, « On the Rational Origins of the Modern Centralized State », *Explorations in Economic History*, XX, 1983, p. 1-13 ; Charles Tilly, « War Making and State Making as Organized Crime », dans Peter B. Evans, Dietrich Rueschmeyer et Theda Skocpol, *Bringing the State Back In*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 169-191. - Parmi des contributions plus récentes, retenons Wolfgang Reinhard (dir.), *Power Elites and State Building*, Oxford, Clarendon Press, 1996 ; Thomas Ertman, *Birth of the Leviathan: Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; *id.*, « The Sinews of Power and European State-Building Theory », dans Lawrence Stone (dir.), *An Imperial State at War: Britain from 1689 to 1815*, London, Routledge, 1994, p. 33-51.

11 Ce jugement peut s'appliquer à de très nombreux livres portant sur ce sujet. Parmi les honorables exceptions, il y a *A Military Revolution?* de J. Black, et *The Military Revolution* de G. Parker déjà cités. - La première étude de la contribution navale à la formation de l'État se trouve sans doute dans Jaime Vicens Vives, « Estructura administrativa estatal en los siglos XVI y XVII », dans *Rapports IV du XI<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques*, Stockholm, 1960, p. 1-24. - L'ouvrage de Jan Glete, *Navies and Nations: Warships, Navies and State Building in Europe and America 1500-1860*, Stockholm, Almqvist and Wiksell, 1993, est une excellente étude qui évite de parler de la « révolution militaire » comme telle ; il a ensuite publié *War and the State in Early Modern Europe: Spain, the Dutch Republic and Sweden as fiscal-military states 1500-1660*, London, Routledge, 2002. - Brian M. Downing est un des rares *political scientists* qui, d'une manière au demeurant embarrassée, est conscient que l'existence des marines de guerre affaiblit quelque peu son argumentation : voir *The Military Revolution and Political Change: Origins of Democracy and Autocracy in Early Modern Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 72-73, 165 et 224. - Enfin, on se réfèrera à Jaap R. Bruijn, « States and their Navies from the Late Sixteenth to the End of the Eighteenth Centuries », dans Philippe Contamine, *War and Competition between States*,

choses commencent à changer, mais il est encore possible de lire des ouvrages d'éminents historiens qui semblent penser que les guerres anglo-hollandaises se déroulèrent sur terre, ou qui comparent la Grande-Bretagne et la Prusse comme puissances militaires, sans tenir compte de l'existence de la Navy<sup>12</sup>.

Ce qui est encore plus fondamental, c'est que la « révolution militaire » postulait un changement révolutionnaire dans la guerre sur terre survenant entre le xv<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècle, sans cependant qu'une preuve convaincante ait été apportée qu'il était effectivement intervenu à ce moment-là. Le fait même que les historiens aient situé la « révolution militaire » dans des périodes et des circonstances tellement différentes, fait naître l'évidente suspicion que c'est juste une appellation de théâtre pour un processus ordinaire de développement se prolongeant au cours de l'histoire. Il n'y a aucun doute qu'il est survenu un grand changement dans les armes, les tactiques et l'organisation des armées au début de l'Europe moderne<sup>13</sup>, mais il n'est pas du tout évident que l'on puisse légitimement parler d'une « révolution ». On peut d'ailleurs soutenir que ce qui est arrivé, c'est que les armées devinrent plus grandes sans pour autant que leur nature soit changée. La première condition pour une armée au début de l'époque moderne était de disposer d'un grand nombre de paysans sans emploi afin d'en faire des soldats, et d'un nombre plus petit de nobles également sans emploi pour en faire des officiers. La levée, l'entraînement et souvent l'équipement des troupes étaient laissés aux officiers des régiments. De temps en temps, l'État devait payer les troupes – si elles ne vivaient pas sur le territoire ennemi –, mais il n'était pas nécessaire de subir le lourd fardeau représenté par une administration militaire. Les énormes forteresses de l'âge de l'artillerie nécessitaient une main-d'œuvre massive et de grandes quantités de maçonnerie et de revêtements en bois, mais, en termes d'organisation et d'ingénierie, elles étaient à peine plus grandes et plus sophistiquées que les collines fortifiées de l'âge de fer<sup>14</sup>. À l'évidence, au début de l'époque moderne, la levée de grandes armées représentait des coûts élevés pour les gouvernements et leur imposait de

Oxford, Clarendon Press, 2000, p. 69-98.

12 Voir J.R. Jones, « Fiscal Policies, Liberties and Representative Government during the reign of the Last Stuarts », dans Philip T. Hoffman et Kathryn Norberg, *Fiscal Crises, Liberty and Representative Government 1450-1789*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 67-95, loc. cit. p. 69; John Brewer et Eckhart Hellmuth (dir.), *Rethinking Leviathan: The Eighteenth-Century State in Britain and Germany*, Oxford, Oxford University Press, 1999.

13 Dans sa « Military Revolution », art. cit., G. Parker en donne une admirable vue d'ensemble.

14 Je ne connais aucuns calculs directement comparables pour les quantités de terrassements et de travaux de maçonnerie nécessaires dans chaque cas, mais il y a quelques évaluations suggestives dans P. A. Jewell (dir.), *The Experimental Earthwork on Overton Down, Wiltshire, 1960*, London, British Association for the Advancement of Science, 1963, p. 51-58 ; et dans John Coles, *Archeology by Experiment*, London, Hutchinson, 1973, p. 73-74.

fortes tensions, mais il n'est pas du tout certain qu'elle ait représenté un nouveau défi pour la société. Il fallait des nobles pour les encadrer et des paysans pour en supporter le poids, mais les nobles l'avaient toujours fait et les paysans étaient nés pour cela. Sous l'angle social, une grande armée du XVII<sup>e</sup> siècle n'était pas très différente d'une petite armée du XIII<sup>e</sup> ou du XIV<sup>e</sup> siècle. Elles appartenaient à des sociétés qui n'avaient pas changé, et qui n'avaient pas envie de modifier l'ordre social conservateur de ces sociétés, bâties autour du trône et de l'autel, dans lesquelles les trois états gardaient les conditions fixées par Dieu<sup>15</sup>. La hiérarchie militaire reproduisait la hiérarchie sociale fondamentale, avec ses privilèges et ses inégalités<sup>16</sup>. Même si l'on admet qu'il y eut une révolution militaire, ses effets sur la société n'eurent rien de révolutionnaire. Dans au moins plusieurs pays, des changements ont pu avoir lieu dans le gouvernement par le développement d'une bureaucratie moderne, mais ces sociétés en furent ossifiées au lieu de subir des changements révolutionnaires. La « révolution militaire » a pu donner aux monarchies absolutistes le moyen de faire face au défi relativement simple d'avoir à mobiliser une main-d'œuvre massive aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, mais il n'est pas du tout évident que cela les ait préparées à faire face aux complexités du monde du commerce international au XVIII<sup>e</sup> siècle, et encore moins à l'âge industriel au XIX<sup>e</sup> siècle. En effet, dans une perspective historique longue, il n'est pas évident que cela les ait même préparées pour la guerre, puisque la plupart des monarchies autocratiques en question – France, Prusse, Russie, Autriche-Hongrie –, se sont finalement effondrées par suite de leur incapacité à faire face aux tensions, spécialement financières, entraînées par la guerre moderne. En bref, la « révolution militaire » est dangereusement proche de ce que David Edgerton a appelé « l'anti-histoire », c'est-à-dire l'invention d'explications imaginaires pour rendre compte de choses qui ne sont jamais arrivées<sup>17</sup>.

À l'opposé, ce qui est effectivement arrivé, et qu'à l'évidence la « révolution militaire » ne peut pas expliquer, c'est la montée des grandes puissances industrielles qui façonna le monde moderne, à commencer par la Grande-Bretagne. Or, justement, avec celle-ci, nous avons un pays qui manqua complètement l'épreuve d'examen de la révolution militaire : il ne réussit pas à éliminer ses archaïques institutions médiévales représentatives, il n'arriva pas à renforcer les pouvoirs de la couronne, il fut incapable de mettre sur pied une grande force armée. Il est passablement embarrassant pour les théoriciens de la

15 Cela est vrai si l'on croit que la révolution militaire fut la cause de l'absolutisme ou, comme Black, dans *Military Revolution*, sa conséquence.

16 Christopher Storrs et H. M. Scott, « The Military Revolution and the European Nobility c. 1600-1800 », *War in History*, III, 1996, p. 1-41, *loc. cit.*, p. 34.

17 David Edgerton, *Warfare State: Britain 1920-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 5-6.

révolution militaire que le pays qui au début de l'époque moderne réussit le plus manifestement en termes économiques et militaires, fut le seul qui ne releva pas le défi de la « révolution militaire »<sup>18</sup>. C'est pourquoi une étude récente de cette question conclut maladroitement que la Grande-Bretagne fut « incroyablement heureuse » d'avoir « une économie commerciale dynamique », qui lui permit d'éviter le choix qui sinon aurait été inévitable entre la liberté et la puissance<sup>19</sup>.

En réalité, une remarquable réponse à cette question a été donnée, voici plus de vingt ans, par l'ouvrage fondamental de John Brewer, *The Sinews of Power*<sup>20</sup>, où l'on trouvait un néologisme célèbre lorsqu'il décrit la Grande-Bretagne du XVIII<sup>e</sup> siècle comme « un État militaro-fiscal » (*a fiscal-military state*), un État constitué pour faire la guerre et équipé pour la faire au moyen d'une administration efficace, spécialement en ce qui concerne la machinerie nécessaire pour lever des fonds. Loin d'être un État gringalet, la Grande-Bretagne de l'époque moderne de John Brewer était remarquablement organisée pour réussir dans une lutte darwinienne pour la survie, dans laquelle la scène du théâtre était la guerre, et les armes l'argent. À la lumière du travail de Brewer, il était devenu clair pour toute une génération d'historiens qu'aucune explication de la montée des grandes puissances – ou tout au moins des puissances européennes<sup>21</sup> – ne pourrait convaincre si elle ne parlait pas de la mise en valeur du lien intime existant entre la guerre et la puissance financière. Celle de la Grande -Bretagne, comme l'a expliqué Brewer, n'était pas née malgré la faiblesse de la couronne, mais à cause justement de cette faiblesse. Elle reposait sur l'autorité du Parlement qui avait mis en place une administration honnête et efficace pour lever les taxes, et qui était capable d'emprunter les énormes sommes nécessaires pour financer les guerres modernes en engageant la fidélité des élites contribuables (*tax-paying nation*)<sup>22</sup>.

18 Jean Meyer, *Le Poids de l'État*, Paris, PUF, 1983, p. 128-129.

19 P. T. Hoffman et K. Norberg, *Fiscal Crises, Liberty and Representative Government*, *op. cit.*, p. 302.

20 *The Sinews of Power: War, Money and the English State 1688-1783*, London, Unwin Hyman, 1989.

21 Les chercheurs commencent seulement à prendre en considération les implications de « l'État militaro-fiscal » pour comprendre la « grande divergence » entre l'Europe et l'Asie : voir Rafael Torres Sanchez, « The Triumph of the Fiscal-Military State in the Eighteenth Century. War and Mercantilism », dans R. Torres Sanchez (dir.), *War, State and Development. Fiscal Military States in the Eighteenth Century*, Pamplona, Ediciones de la Universidad de Navarra, 2007, p. 13-44, spécialement p. 24-28.

22 L. Stone, *An Imperial State at War...*, *op. cit.*, eut très tôt une grande influence en prenant en compte la thèse de John Brewer. - L'étude la plus récente dans cette lignée est Christopher Storrs (dir.), *The Fiscal-Military State in Eighteenth-Century Europe: Essays in honour of P. G. M. Dickson*, Farnham, Ashgate, 2009.

On notera que les élites dirigeantes anglaises sont aussi les contribuables (N. du T.).

Une explication centrée sur les vertus du gouvernement parlementaire et de la monarchie limitée était bien entendu délicieusement agréable pour l'image que les Britanniques voulaient donner d'eux-mêmes. C'était en soi une interprétation Whig de l'histoire, qui redorait la chasse de la Glorieuse Révolution de 1688. Pour des raisons similaires, elle était attrayante pour de nombreux universitaires américains, en particulier pour les tenants de la *New Institutional Economics*<sup>23</sup>. À leurs yeux, le succès des nouveaux arrangements constitutionnels britanniques cachait la constitution encore plus parfaite qui fut élaborée un siècle plus tard de l'autre côté de l'Atlantique. Pour les deux groupes, une question évidente était de savoir pourquoi seule la Grande-Bretagne avait joui d'une telle bénédiction. Un économiste très distingué y apporta tout simplement la réponse suivante : « les sentiers opposés qu'elles [la Grande-Bretagne et ses rivales] ont emprunté, paraissent refléter les caractéristiques institutionnelles sous-jacentes de ces sociétés »<sup>24</sup>. Cela paraît réellement ressembler à l'habit neuf de la plus traditionnelle des explications, c'est-à-dire l'ineffable supériorité du caractère anglais, et il est difficile d'éviter le soupçon qu'à cet égard encore, les universitaires américains cherchent dans le passé les caractéristiques institutionnelles d'une société encore plus excellente.

L'explication de John Brewer sur l'essor de la Grande-Bretagne ne repose pas seulement sur l'existence du gouvernement parlementaire ou l'importance des ressources fiscales, elle est aussi basée sur le déterminisme géographique. Parce que la Grande-Bretagne était une île, il suggère que les coûts les plus importants de la défense du pays furent épargnés à ses gouvernements :

La couronne n'a jamais collecté ni dépensé ne serait-ce qu'une fraction des sommes sur lesquelles reposaient les activités militaires de l'État français. Le plus grand avantage de l'Angleterre fut qu'elle n'eut jamais à supporter l'effort fiscal et militaire épuisant qui drainait année après année les ressources de la nation [française] et les richesses du Trésor<sup>25</sup>.

Cette idée que des îles comme la Grande-Bretagne sont naturellement « à l'abri de l'invasion » et peuvent être défendues avec moins de difficultés et de

23 Douglass C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 49-51, 113-116, 139-140 ; D.C. North et Barry R. Weingast, « Constitutions and Commitment : The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century England », *Journal of Economic History*, XLIX, 1989, p. 803-832 ; B.R. Weingast, « The Political Foundations of Limited Government: Parliament and Sovereign Debt in 17th and 18th Century England », dans John N. Drobak and John V.C. Nye (dir.), *The Frontiers of the New Institutional Economics*, San Diego, Academic Press, 1997, p. 213-246.

24 D.C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, op. cit., p. 116.

25 J. Brewer, *The Sinews of Power..*, op. cit., p. 21.

dépenses, est encore populaire dans quelques endroits<sup>26</sup>, mais sa pertinence disparaît dès qu'on la confronte avec ce que nous apprend l'histoire. La mer est une grande voie de communication, bien supérieure à la plupart de celles qu'on trouve sur le continent à l'époque médiévale ou au début de l'époque moderne, et, en elle-même, elle ne constitue pas un grand obstacle à une expédition bien organisée. L'Angleterre a été envahie au moins neuf fois par la mer depuis la conquête normande, à savoir en 1139, 1153, 1326, 1399, 1460, 1470, 1471, 1485 et 1688. Or on peut y ajouter l'invasion de l'Écosse en 1322 et au moins sept autres débarquements réussis, amenant d'importantes forces militaires en Angleterre sans cependant parvenir à renverser le régime en place : en 1069, 1101, 1215, 1405, 1462, 1469 et 1487. Or ces données ne prennent pas en compte des tentatives et des débarquements de moindre importance, et elles laissent de côté toutes les opérations qui ne réussirent pas à débarquer des troupes sur les rivages britanniques, y compris de très grandes expéditions comme celles de 1588 ou de 1779. Pour la seule Écosse, il faut ajouter deux autres débarquements importants au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'armée espagnole en 1719 et les troupes françaises en 1746, sans oublier que la panique suscitée en 1797 dans la Cité<sup>27</sup> par le débarquement des Français dans le Pays de Galles fit sortir la Grande-Bretagne de l'étalon-or pour une génération. Ce fut le dernier ennemi à avoir débarqué en Grande-Bretagne, mais non en Irlande, or ceux qui pensent qu'une île est naturellement ou automatiquement à l'abri d'une attaque venue de l'extérieur, doivent pondérer leur opinion par ce que connut l'Irlande au cours de son histoire.

L'explication proposée par John Brewer n'est donc pas opérante, et, surtout, elle n'est plus nécessaire aujourd'hui puisque nous savons maintenant que ce qu'elle voulait expliquer n'est jamais arrivé. Patrick O'Brien avait été l'un des premiers à s'intéresser au nouveau domaine de recherche ouvert par les travaux de John Brewer ; grâce à ses propres travaux<sup>28</sup>, fondés sur le travail

26 Perry Anderson, *Lineages of the Absolutist State*, London, NLB, 1974, p. 123 ; Joël Mokyr, « The Industrial Revolution and the New Economic History », dans Joël Mokyr (dir.), *The Economics of the Industrial Revolution*, London, Allen and Unwin, 1985, p. 1-51, *loc. cit.*, p. 8-9 ; Andrew Ayton et J.L. Price, *The Medieval Military Revolution : State, Society and Military Change in Medieval and Early Modern Europe*, London, Tauris, 1995, p. 6.

27 Il s'agit bien sûr de la City de Londres (N. du T.).

28 Voir en particulier Patrick K. O'Brien, « The Political Economy of British Taxation 1660-1815 », *Economic History Review*, 2<sup>e</sup> série, vol. XLI, 1988, p. 1-32 ; *id.*, « Fiscal Exceptionalism: Great Britain and its European Rivals: From Civil War to Triumph at Trafalgar and Waterloo », dans Donald Winch et Patrick K. O'Brien (dir.), *The Political Economy of British Historical Experience 1688-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 245-265 ; Patrick K. O'Brien et P.A. Hunt, « The Rise of a Fiscal State in Britain 1485-1815 », *Historical Research*, t. LXVI, 1993, p. 129-176.

pionnier de Peter Dickson<sup>29</sup>, il est devenu tout à fait clair que le succès de la Grande-Bretagne durant les guerres du XVIII<sup>e</sup> siècle fut basé non pas sur le fait qu'elle a dépensé moins que ses rivales, mais au contraire sur le fait qu'elle a dépensé bien davantage. Durant « le long XVIII<sup>e</sup> siècle », ses dépenses ont été de manière continue le double de celles de la France, en proportion du revenu national, et trois fois supérieures en termes de revenu par tête. Dans les années 1640, le montant des revenus de la couronne n'avait pratiquement pas bougé depuis trois siècles ; vers 1815, il avait été multiplié par 36. En pourcentage du revenu national, en temps de guerre il avait été multiplié par 5, passant de 3 à 4 % à 19 %<sup>30</sup>. La victoire finale de la Grande-Bretagne ne fut en rien obtenue par les économies, mais au contraire en dépensant davantage que ses ennemis, quelle que soit la manière de le mesurer, c'est-à-dire aussi bien en termes absolus que relativement au niveau de son économie et à la taille de sa population. Quant à l'implication dans les guerres, elle fut aussi disproportionnée en puissance humaine qu'en argent : ainsi, durant les guerres napoléoniennes, les forces armées qu'elle leva, représentaient entre 11 et 15 % de la population adulte mâle, soit trois fois le pourcentage de la France<sup>31</sup>. Les historiens économistes doivent faire face – ou plutôt devraient faire face – au fait paradoxal et inconfortable que non seulement l'économie britannique supporta ce fardeau extraordinaire, dont en outre la croissance était très rapide, sans que cela ait compromis son progrès, mais encore qu'elle semble avoir été stimulée par ce défi<sup>32</sup>. Quelle que soit la réponse, ceci arriva avant la révolution industrielle, et avant l'essor de « l'économie minérale » non organique<sup>33</sup>. Ce ne

29 P.G.M. Dickson, *The financial revolution in England: a study in the development of public credit 1688-1756*, London, Macmillan, 1967.

30 Thomas Ertman, *Birth of Leviathan*, *op. cit.*, p. 220 ; P. O'Brien et P. A. Hunt, « The Rise of a Fiscal State », *art. cit.*, p. 151-159.

31 Ces chiffres proviennent de J.E. Cookson, *The British Armed Nation 1793-1815*, Oxford, 1997, Clarendon Press, p. 5-7. D'autres données – mais les différences par rapport aux précédentes n'affectent guère mon argumentation – se trouvent dans P.K. O'Brien, « The Impact of the Revolutionary and Napoleonic Wars 1795-1815 on the Long-Run Growth of the British Economy », *Review of the Fernand Braudel Center*, vol. XII, 1989, p. 335-395, *loc. cit.* p. 342 ; Clive Emsley, « The Social Impact of the French Wars », dans H.T. Dickinson (dir.), *Britain and the French Revolution*, Basingstoke, Macmillan, 1989, p. 211-227, *loc. cit.*, p. 214 ; Christopher D. Hall, *British Strategy in the Napoleonic Wars 1803-15*, Manchester, Manchester University Press, 1992, p. 1-6 ; David French, *The British Way in Warfare 1688-2000*, London, Unwin Hyman, 1990, p. 116 ; Linda Colley, « The Reach of the State, the Appeal of the Nation: Mass arming and political culture in the Napoleonic Wars », dans Laurence Stone (dir.), *An Imperial State in War...*, *op. cit.*, p. 165-184.

32 J'ai approfondi cette question dans « War as an Economic Activity », *art. cit.*

33 Robert C. Allen, *The British Industrial Revolution in Global Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009 ; cet ouvrage explique la révolution industrielle comme la conséquence des salaires élevés et du faible coût de l'énergie en Grande-Bretagne.

peut pas être non plus simplement le résultat de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le système capitaliste, car les Hollandais l'avaient déjà fait avant elle, or leur croissance s'arrêta au XVIII<sup>e</sup> siècle, exactement au moment où ils cessèrent de participer aux guerres<sup>34</sup>. Plusieurs historiens économistes ont même avancé que « la guerre et la taxation du XVIII<sup>e</sup> siècle peuvent, dans le long terme, être les causes de ce qui fit la grandeur de la Grande-Bretagne »<sup>35</sup>, et l'un d'entre eux est même allé jusqu'à écrire que la révolution industrielle « était arrivée précisément durant les guerres napoléoniennes, et à cause d'elles »<sup>36</sup>.

L'idée d'un État « militaro-fiscal » s'est avérée être un puissant outil intellectuel pour les historiens, et elle l'a largement emporté sur le concept épuisé d'absolutisme. Elle a été proposée comme une contribution à l'explication de « l'exception britannique », mais plus elle a été appliquée à d'autres États, plus il a semblé que la Grande-Bretagne n'était exceptionnelle que par la taille de son succès, car presque tous, sinon même tous les autres États européens du début de l'époque moderne étaient essentiellement des organisations destinées à lever de l'argent pour pouvoir mener les guerres. Telle fut la fonction et le sens de l'État, au moins en Europe. Contrairement à ce qui avait été avancé, le gouvernement parlementaire ne paraît plus indispensable pour financer une dette considérable, car des États présentant d'autres formes constitutionnelles réussirent avec succès à lever de l'argent pour financer leurs guerres, et pas

34 E.A. Wrigley, « The Divergence of England: the Growth of the English Economy in the Seventeenth and Eighteenth Centuries », *Transactions of the Royal Historical Society*, 6<sup>e</sup> série, t. X, 2000, p. 117-141 ; Marjolein't Hart, « Mobilising resources for war. The Dutch and British Financial Revolutions compared », dans R. Torres Sanchez (dir.), *War, State and Development*, op. cit., p. 179-200 ; Hamish Scott, « The Fiscal-Military State and International Rivalry during the Long Eighteenth Century », dans C. Storrs, *The Fiscal-Military State...*, op. cit., p. 23-54, spécialement p. 33-36. - Pour l'histoire de l'économie hollandaise, l'ouvrage de base est Jan de Vries et Adrian van der Woude, *The first modern economy: success, failure, and perseverance of the Dutch economy 1500-1815*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997 ; plus spécialement, la compétition anglo-hollandaise a été étudiée par David Ormrod, *The Rise of Commercial Empires: England and the Netherlands in the Age of Mercantilism 1650-1770*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

35 J.V. Beckett et Michael Turner, « Taxation and Economic Growth in eighteenth-century England », *Economic History Review*, 2<sup>e</sup> série, vol. XLIII, 1990, p. 377-403, spécialement p. 401. - Voir aussi Peter Mathias et Patrick K. O'Brien, « Taxation on Britain and France 1715-1810: A Comparison of the Social and Economic Incidence of Taxes Collected for the Central Governments », *Journal of European Economic History*, t. V, 1976, p. 601-650 ; Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, London, Unwin Hyman, 1988, p. 100 ; P. O'Brien, « Inseparable Connections: Trade, Economy, Fiscal State and the Expansion of Empire 1688-1815 », dans P. J. Marshall (dir.), *The Oxford History of the British Empire*, t. II, *The Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 53-77.

36 Larry Neal, *The Rise of the Financial Capitalism: International Capital Markets in the Age of Reason*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990, p. 218.

toujours à des taux d'intérêt plus élevés que ceux de la Grande-Bretagne<sup>37</sup>. Plus encore, on a montré que les premières étapes de cette innovation cruciale que fut l'accroissement de la dette anglaise, datent des lendemains de la guerre civile qui marqua la Révolution anglaise, et se situent donc entre 1648 et 1653, plutôt qu'à l'époque de la « Glorieuse Révolution » ; ils furent le produit de la dictature militaire, non du gouvernement représentatif<sup>38</sup>, ce qui laisse peu de pertinence à « l'État militaro-fiscal » comme explication de la réussite militaire et économique de ce pays.

Si la Grande-Bretagne a réellement été différente de ses voisins européens, ce fut dans ce que Patrick O'Brien a appelé un « État navalo-fiscal », caractérisé par sa façon capitalistique et hautement technologique de faire la guerre, ce qui demande un investissement à long terme de l'État<sup>39</sup>. Cette ligne d'arguments souligne les liens étroits et vraisemblables entre la victoire militaire de la Grande-Bretagne et ses succès économiques tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, et suggère que ce fut la *Royal Navy* qui fut l'institution publique clé dans laquelle se rencontraient les différentes tendances, car ce qui était particulièrement original dans le cas britannique, c'est que presque la moitié de la dépense publique allait à la Marine plutôt qu'à l'armée. De manière écrasante, le coût des armées venait d'abord de la solde, de la nourriture, du combustible, du fourrage, et du transport, alors que les armes et les munitions n'en représentaient qu'une petite proportion<sup>40</sup>. Or, c'étaient tous des postes relevant de la consommation courante, qui entraînaient en temps de guerre des dépenses pour lesquelles aucune anticipation n'était possible. Pour des pays comme la France, qui maintenaient en temps de paix de grandes forces armées, ces charges étaient permanentes, même si en temps de paix les forces armées étaient beaucoup plus petites qu'en temps de guerre ; les seuls postes demandant des dépenses en capital

37 Voir « Introduction », dans H. V. Bowen et A. Gonzalez Encisco (dir.), *Mobilising Resources for War: Britain and Spain at Work during the Early Modern Period*, Pamplona, EUNSA, 2006, p. 15-35, spécialement p. 19-21 ; R. Torres-Sanchez, « The Triumph of the Fiscal-Military State », art. cit.

38 James Scott Wheeler, *The Making of a World Power: War and the Military Revolution in Seventeenth-Century England*, Stroud, Sutton, 1999, p. 50-52, 140-141, 148-162.

39 T. Torres Sanchez « The Triumph of the Fiscal-Military State », art. cit., p. 16.

40 P. O'Brien donne dans « The Impact of the Revolutionary and Napoleonic Wars », art. cit., des estimations pour l'effort de guerre britannique aussi bien militaire que naval au cours des années 1804, 1809 et 1810 : solde : 50 %, nourriture : 16 %, construction et réparation des navires : 15 %, affrètements de transport maritime : 5 %, uniformes et habillements : 4 %, armes et munitions : 4 %, bâtiments et constructions : 3 %, chevaux, magasins et prisonniers de guerre : 1 % chacun. - On trouve quelques données sur cette question, pour une période antérieure dans mon étude, « The Continental Commitment in the Eighteenth Century », dans Lawrence Freedman, Paul Hayes et Robert O'Neill (dir.), *War, Strategy and International Politics: Essays in Honour of Sir Michael Howard*, Oxford, Clarendon Press, 1992, p. 39-55, spécialement p. 43.

étaient les casernes et les fortifications, qui ne représentaient qu'une petite partie du total, et ne demandaient pas une technologie avancée. Normalement, une armée en campagne pouvait espérer obtenir sur place la plus grande partie de la nourriture, du fourrage et des moyens de transport dont elle avait besoin, ce qui signifie que les campagnes à l'extérieur avaient un impact direct sur la balance des paiements ; c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle que l'effet déflationniste fut le plus important, les armées devant payer en monnaie ce qu'elles achetaient, ce qui nécessitait de disposer de réserves en devises fortes.

270

À bien des égards, les dépenses navales étaient tout à fait différentes. Bien que la marine britannique – comme les autres grandes marines européennes – ait été dépendante des marchandises navales (*naval stores*) importées, et jusqu'à un certain point du bois, la grande masse de l'argent consacré à la marine était dépensée dans le pays, même si les navires se trouvaient au loin, parce que leur ravitaillement et leurs fournitures venaient de Grande-Bretagne, ou des colonies britanniques. Même si en temps de guerre les dépenses étaient trois fois supérieures à celles du temps de paix, pour l'ensemble du XVIII<sup>e</sup> siècle presque un cinquième du total des dépenses navales britanniques eut lieu en temps de paix<sup>41</sup>. Surtout, en temps de paix comme pendant les guerres, une proportion importante de ces dépenses alla à l'investissement plutôt qu'à la consommation courante, car il fallut bâtir un immense complexe « militaro-industriel » qui fit face aux défis d'une organisation industrielle à grande échelle plus d'un siècle avant qu'elle n'ait concerné les entreprises privées. Nous n'avons pas de bonnes évaluations de la valeur en capital des navires de la Navy, des arsenaux et des installations industrielles qui en dépendaient<sup>42</sup>, mais si, durant les guerres napoléoniennes 15 % des dépenses militaires totales allèrent à la construction et à la réparation navales seules, il est évident que le montant de ces dépenses ne pouvait être insignifiant<sup>43</sup>. Plus encore, la majorité des dépenses en capital allaient à une technologie avancée, cependant que la majorité des dépenses courantes avaient pour but de soutenir les énormes et complexes entreprises industrielles des arsenaux, chacune d'entre elles représentant plusieurs fois la taille des entreprises privées et incorporant un large ensemble d'activités et

41 Les 52 années de paix de la période 1689 à 1815 ont représenté une dépense de £ 112 329 347 sur un total de £ 606 609 397, tel qu'il figure dans les calculs de la *House of Commons Sessional Papers* 1868-9 (366), XXV, p. 1117-1179.

42 Dans *The Naval History of England...1066...to 1734*, London, 1735, t I, XII, Thomas Lediard estime la valeur en capital des bateaux de la Navy en 1735, sans l'armement, à £ 2 591 337. – Partant de chiffres plus faibles, John Brewer avance dans *Sinews of Power*, p. 34, que les navires de guerre représentent 4 % du revenu national. Si l'on ajoute les canons, les arsenaux, l'organisation du ravitaillement..., on arrive sans aucun doute à des chiffres beaucoup plus élevés.

43 P. O'Brien, « The impact of the Revolutionary... », art. cit., p. 366-368.

de métiers spécialisés. Les marines ont toujours été des organisations plus complexes et demandant davantage d'investissements que les armées. Les moyens industriels, techniques et managériaux nécessaires pour bâtir des navires de guerre et régler leurs opérations excédaient largement en taille et en qualité tout ce dont avaient besoin les armées du début de l'époque Moderne. Qu'est-ce que cela signifie pour l'économie, le gouvernement et la société britanniques que la majorité des dépenses militaires de l'État aient été investies dans l'industrie et la technologie ? On ne peut encore répondre car trop peu de recherches ont été consacrées à examiner les conséquences de cette situation britannique originale<sup>44</sup>.

Au bout du compte, le concept d'un État « navalo-fiscal » semble offrir une explication beaucoup plus convaincante de ce qui s'est réellement passé que ce qui a été avancé jusqu'ici, mais comme toutes les bonnes explications elle soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Il est évident qu'il faudrait disposer d'études comparatives des autres puissances navales pour déterminer dans quelle mesure elles reproduisaient la situation britannique. Les travaux de Christian Buchet sur le ravitaillement de la marine en France et en Grande-Bretagne<sup>45</sup>, le dernier livre du regretté Jan Glete sur la marine suédoise<sup>46</sup>, l'étude de Guido Candiani sur la manière dont les Vénitiens adoptèrent les navires de guerre à voiles<sup>47</sup>, et les données rassemblées par le « Groupe de Pampelune » pour comparer les administrations navales espagnole et britannique<sup>48</sup> commencent déjà à fournir quelques éléments de comparaison. Il est possible que ce concept d'État « fiscalo-naval » vienne éclairer le problème de « la grande divergence » entre l'Europe et le monde extrême-oriental, même si, à ma connaissance, personne ne s'est encore engagé sur cette voie. Ce qui est certain, c'est que la Grande-Bretagne a connu un tel essor au XVIII<sup>e</sup> siècle qu'elle est devenue la première puissance commerciale au monde, grâce à sa très grande flotte marchande et à sa population de marins, à son économie sophistiquée – qui permettait même à de petites villes provinciales d'accéder au commerce international –, à sa machine de gouvernement ouverte et souple soutenue

44 Une des rares mais notable recherche est celle de R.V. Saville, *Some Aspects of the Role of Government in the Industrial Development of England 1686 to 1720*, thèse de Ph. D. de l'université de Sheffield, 1978.

45 Tout spécialement *Marine, Économie et Société : un exemple d'interaction : l'avitaillement de la Royal Navy durant la guerre de Sept Ans*, Paris, Honoré Champion, 1999.

46 *Swedish Naval Administration 1521-1721: Resource Flows and Organisational Capabilities*, Leiden, Brill, 2010.

47 *I Vascelli della Serenissima: Guerra, politica e costruzioni navali a Venezia in eta moderna 1650-1720*, Venise, Istituto Veneto di Scienze, Lettere e Arti, 2009.

48 R. Torres Sanchez, *War, State and Development...*, *op. cit.* ; H.V. Bowen and A. Gonzalez Encisco, *Mobilising Resources for War.....*, *op. cit.*

par un vaste réseau de fournisseurs et de contractants privés, et à un système financier développé qui fit de la banque, des assurances et de l'investissement une partie ordinaire des affaires et de l'agriculture dans chaque coin du pays. Ce furent aussi précisément ces qualités qui furent essentielles pour l'essor de la Royal Navy, dont la croissance et les succès sont entièrement liés aux réussites et à la prospérité britannique dans le commerce maritime. Tout cela précéda et prépara la révolution industrielle. Dans l'état actuel de nos connaissances, nous ne pouvons pas dire d'une manière certaine si l'État «navalo-fiscal » fit de la Grande-Bretagne la première puissance mondiale et encore moins si l'on trouve ailleurs des effets similaires, mais les liens sont plausibles, et l'idée a au moins le mérite de nous amener à confronter des faits historiques connus plutôt que de les laisser de côté.